

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 2001 — 1535

[S - C - 2001/11190]

4 AVRIL 2001. — Loi modifiant certaines dispositions relatives à la sécurité et à la santé des consommateurs (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. A l'article 1^{er} de la loi du 9 février 1994 relative à la sécurité des consommateurs sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er}, point 1, est remplacé par la disposition suivante :

« 1. produit : tout bien corporel destiné aux consommateurs ou dont on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'il soit utilisé par les consommateurs, même s'il ne les vise pas spécifiquement, qu'il soit neuf, d'occasion ou reconditionné et qu'il ait été fourni ou mis à disposition d'un consommateur à titre onéreux ou à titre gratuit dans le cadre d'une activité commerciale ou de services.

Sont seulement exclus les produits présentés comme produits professionnels dont l'étiquetage spécifie cet usage professionnel et qui ne sont pas présents dans les magasins de distribution accessibles aux consommateurs individuels.

Sont également visées les installations, en d'autres termes la mise en place des produits disposés de façon telle à pouvoir fonctionner ensemble.

Ne sont par contre pas visés les produits de seconde main qui sont livrés comme antiquités ou les produits qui, pour en faire usage, doivent être réparés ou reconditionnés, à condition que le fournisseur en informe clairement la personne à qui il fournit le produit »;

2° l'alinéa 1^{er}, point 2, est remplacé par la disposition suivante :

« 2. service : toute mise à disposition des consommateurs d'un produit et toute utilisation par un prestataire de services d'un produit présentant des risques pour le consommateur »;

3° dans l'alinéa 1^{er}, point 3, troisième tiret, les mots "ou de la prestation de services" sont insérés entre les mots "la chaîne de commercialisation" et "dans la mesure où";

4° dans l'alinéa 1^{er}, point 4, les mots "ou de la prestation de services" sont insérés entre les mots "la chaîne de commercialisation" et "dont l'activité" et les mots "ou du service" sont supprimés;

5° l'alinéa 1^{er} est complété comme suit :

« 6. danger : caractéristique intrinsèque de produits pouvant entraîner un dommage aux personnes, aux animaux et/ou à l'environnement;

7. risque : la possibilité qu'un dommage résulte de l'utilisation ou de la présence d'un produit dangereux. Les facteurs de risque sont les facteurs environnementaux et les facteurs liés à l'individu qui influencent la possibilité ou la gravité du dommage;

8. le ministre : le ministre qui a la protection de la sécurité des consommateurs dans ses attributions »;

6° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« La présente loi ne porte pas préjudice à l'application des articles 1382 et suivants du Code civil. ».

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 2001 — 1535

[S - C - 2001/11190]

4 APRIL 2001. — Wet tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de veiligheid en de gezondheid van de consumenten (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 1 van de wet van 9 februari 1994 betreffende de veiligheid van de consumenten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid, punt 1, wordt vervangen als volgt :

« 1. product : elk lichamelijk goed dat voor consumenten bestemd is of waarvan redelijk te verwachten is dat het door consumenten zal worden gebruikt, ook als het niet specifiek voor hen is bedoeld, ongeacht of het nieuw, tweedehands of opnieuw in goede staat gebracht is en dat tegen betaling of gratis in het kader van een handelsactiviteit of in het kader van een dienst aan een consument wordt geleverd of ter beschikking gesteld.

De enige uitzondering hierop zijn de voor professionele doeleinden bestemde producten waarvan de etikettering dat professioneel gebruik aangeeft en die niet voorhanden zijn in de distributiewinkels die voor de individuele consumenten toegankelijk zijn.

Worden eveneens beoogd de installaties, met andere woorden de gezamenlijke constructie van producten, zodanig opgesteld dat zij in samenhang functioneren.

Worden echter niet beoogd de tweedehands producten die als antiek worden geleverd of de producten die voor gebruik moeten worden gerepareerd of opnieuw in goede staat moeten worden gebracht, op voorwaarde dat de leverancier de persoon aan wie hij het product levert hiervan duidelijk op de hoogte stelt »;

2° het eerste lid, punt 2, wordt vervangen als volgt :

« 2. dienst : elke terbeschikkingstelling van een product aan consumenten en elk gebruik door een dienstverlener van een product dat risico's inhoudt voor een consument »;

3° in het eerste lid, punt 3, derde streepje, worden de woorden "of de dienstverlening" ingevoegd tussen de woorden "de verhandelingsketen" en de woorden "voor zover hun activiteiten";

4° in het eerste lid, punt 4, worden de woorden "of de dienstverlening" ingevoegd tussen de woorden "de verhandelingsketen" en de woorden "en wiens activiteit" en vervallen de woorden "of de diensten";

5° het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

« 6. gevaar : intrinsieke eigenschap van producten waardoor schade aan mensen, dieren en/of milieu zou kunnen worden veroorzaakt;

7. risico : de kans dat er schade ontstaat door het gebruik of de aanwezigheid van een gevaarlijk product. De risicofactoren zijn de omgevingsfactoren en de individugebonden factoren die de kans op het ontstaan of de ernst van de schade beïnvloeden;

8. de minister : de minister tot wiens bevoegdheden de bescherming van de veiligheid van de consumenten behoort »;

6° het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« Deze wet doet geen afbreuk aan de toepassing van de artikelen 1382 en volgende van het Burgerlijk Wetboek. ».

Art. 3. L'article 4 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. § 1^{er}. En vue d'assurer la protection du consommateur quant à sa sécurité ou sa santé, conformément à l'article 2, le Roi peut, sur proposition du ministre, pour une catégorie de produits ou de services, fixer les conditions dans lesquelles la fabrication, l'importation, la transformation, l'exportation, l'offre, la vente, la distribution même à titre gratuit, la location, la mise à disposition, la détention, l'étiquetage, le conditionnement, la circulation et/ou le mode d'utilisation sont interdits ou réglementés ainsi que les conditions de sécurité et de santé qui doivent être observées.

Avant de proposer un arrêté en application du présent article, le ministre consulte la Commission de la Sécurité des Consommateurs et fixe le délai dans lequel l'avis doit être donné. Ce délai doit être au minimum de deux mois. Passé ce délai, l'avis n'est plus requis. En ce cas, le ministre ou son délégué entend au préalable les producteurs et/ou une représentation jugée représentative du secteur des produits concernés ou des services concernés.

§ 2. Le ministre peut retirer du marché un produit qui présente une propriété dangereuse ou interdire les services qui comportent un risque, lorsqu'il a été constaté qu'un ou plusieurs éléments du produit en cause ne répondent pas à l'obligation générale de sécurité. Le ministre ou son délégué consulte au préalable le producteur du produit concerné ou du service en cause et l'informe au plus tard quinze jours après que les mesures ont été prises.

§ 3. Par arrêté pris en exécution du § 1^{er} ou du § 2, peuvent également être ordonnées les mesures suivantes :

- le retrait du marché, la reprise en vue de la modification, le remboursement total ou partiel ou l'échange des produits concernés, ainsi que leur destruction lorsque celle-ci constitue le seul moyen de faire cesser le risque;
- l'arrêt ou la réglementation des services;
- des obligations relatives à l'information des consommateurs.

§ 4. Pour les arrêtés qui transposent des mesures prises au niveau européen, ou qui en découlent, les consultations visées aux § 1^{er} et § 2 ne sont pas obligatoires pour autant que des formalités équivalentes aient été remplies lorsque ces mesures ont été prises au niveau européen.

§ 5. Le ministre ou son délégué informe la Commission de la Sécurité des Consommateurs des mesures prises, au plus tard quinze jours après l'entrée en vigueur d'un arrêté pris en exécution du présent article. ».

Art. 4. L'article 5 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. § 1^{er}. En cas de risque grave, le ministre ou son délégué peut suspendre, pour une période n'excédant pas un an, la fabrication, l'importation, la transformation, l'exportation, l'offre, la vente, la distribution même à titre gratuit, la location, la mise à disposition, la détention et/ou la circulation d'un produit ou d'une catégorie de produits ou la prestation de services.

§ 2. Par arrêté ou décision pris en exécution du § 1^{er}, peuvent également être ordonnées les mesures suivantes :

- le retrait du marché, la consignation, la reprise en vue de la modification, le remboursement total ou partiel ou l'échange d'un produit ou d'une catégorie de produits, ainsi que leur destruction si celle-ci constitue le seul moyen de faire cesser le risque;
- des obligations relatives à l'information du consommateur.

§ 3. Le ministre ou son délégué consulte au préalable les producteurs et/ou une représentation jugée représentative du secteur sans toutefois pouvoir porter préjudice à l'intervention urgente requise par les circonstances. Si, en raison de l'urgence de la mesure, la consultation ne peut avoir lieu au préalable, les parties concernées en sont informées au plus tard quinze jours après l'entrée en vigueur de l'arrêté.

§ 4. Pour les arrêtés qui transposent des mesures prises au niveau européen, ou qui en découlent, cette consultation n'est pas obligatoire pour autant que des formalités équivalentes aient été remplies lorsque ces mesures ont été prises au niveau européen.

§ 5. Le ministre ou son délégué informe la Commission de la Sécurité des Consommateurs au plus tard quinze jours après l'entrée en vigueur de l'arrêté. »

Art. 3. Artikel 4 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. § 1. Met het oog op de bescherming van de veiligheid of de gezondheid van de consument, overeenkomstig artikel 2, kan de Koning, op voorstel van de minister, voor een categorie van producten of diensten de voorwaarden bepalen waaronder de vervaardiging, de invoer, de verwerking, de uitvoer, het aanbod, de verkoop, de verdeling, zelfs kosteloos, de verhuring, het ter beschikking stellen, het bezit, de etikettering, het verpakken, de omloop en/of de gebruikswijze worden verboden of gereguleerd alsmede de voorwaarden inzake veiligheid en gezondheid die in acht moeten worden genomen.

Vóór de minister een besluit ter uitvoering van dit artikel voorstelt, raadpleegt hij de Commissie voor de Veiligheid van de Consumenten waarbij hij de termijn bepaalt waarbinnen zij haar advies moet verlenen. Die termijn moet ten minste twee maanden bedragen. Als deze termijn eenmaal is verstreken, is het advies niet meer vereist. In dit geval hoort de minister of zijn gemachtigde vooraf de producenten en/of een representatief geachte vertegenwoordiging uit de sector van de betrokken producten of van de betrokken diensten.

§ 2. De minister kan een product dat een gevaarlijke eigenschap inhoudt uit de handel nemen of de dienst die een risico inhoudt verbieden, wanneer is vastgesteld dat één of meerdere elementen van het betrokken product niet in overeenstemming zijn met de algemene veiligheidsverplichting. De minister of zijn gemachtigde raadpleegt vooraf de producent van het betrokken product of de betrokken dienstverlener en licht hem in ten laatste vijftien dagen na het nemen van de maatregelen.

§ 3. In een besluit genomen ter uitvoering van § 1 of § 2, kunnen tevens de volgende maatregelen worden bevolen :

- het uit de handel nemen, de terugname met het oog op de wijziging, de gehele of gedeeltelijke terugbetaling dan wel de ruil van de betrokken producten, alsmede de vernietiging ervan indien dat het enige middel is om het risico te weren;
- de stopzetting of reglementering van de dienst;
- verplichtingen met betrekking tot de voorlichting van de consumenten.

§ 4. Voor besluiten die de omzetting of het gevolg zijn van maatregelen die zijn genomen op Europees vlak, zijn de raadplegingen, bedoeld in § 1 en § 2, niet vereist, voor zover bij het treffen van deze maatregelen op Europees vlak aan gelijkwaardige vereisten werd voldaan.

§ 5. De minister of zijn gemachtigde licht de Commissie voor de Veiligheid van de Consumenten in over de getroffen maatregelen, ten laatste vijftien dagen na het van kracht worden van een besluit genomen ter uitvoering van dit artikel. ».

Art. 4. Artikel 5 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. § 1. In geval van ernstig risico kan de minister of zijn gemachtigde de vervaardiging, de invoer, de verwerking, de uitvoer, het aanbod, de verkoop, de verdeling, zelfs kosteloos, de verhuring, het ter beschikking stellen, het bezit en/of de omloop van een product of categorie van producten of de dienstverlening voor een periode van ten hoogste één jaar schorsen.

§ 2. In een besluit of een beslissing genomen ter uitvoering van § 1, kunnen tevens de volgende maatregelen worden bevolen :

- het uit de handel nemen, de consignatie, de terugname met het oog op de wijziging, de gehele of gedeeltelijke terugbetaling dan wel de ruil van een product of een categorie van producten, alsmede de vernietiging ervan indien dat het enige middel is om het risico te weren;
- verplichtingen met betrekking tot de voorlichting van de consument.

§ 3. De minister of zijn gemachtigde raadpleegt, zonder evenwel afbreuk te mogen doen aan het door de omstandigheden vereiste dringende optreden, vooraf de producenten en/of een representatief geachte vertegenwoordiging uit de sector. Indien wegens de dringende aard van de maatregel geen raadpleging vooraf kan plaatsvinden, worden de betrokken partijen hiervan ingelicht, ten laatste vijftien dagen na het van kracht worden van het besluit.

§ 4. Voor besluiten die de omzetting of het gevolg zijn van maatregelen die zijn genomen op Europees vlak, is deze raadpleging niet vereist, voor zover bij het treffen van deze maatregelen op Europees vlak aan gelijkwaardige vereisten werd voldaan.

§ 5. De minister of zijn gemachtigde licht de Commissie voor de Veiligheid van de Consumenten in ten laatste vijftien dagen na het van kracht worden van het besluit. »

Art. 5. Un article 5*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 5*bis*. Si un produit ne répond pas à l'obligation générale de sécurité visée par la présente loi, les frais afférents à l'exécution des dispositions des articles 4 et 5 peuvent être mis à charge du producteur concerné, aux conditions fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. »

Art. 6. A l'article 6 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er} les mots "Après avis de la Commission de la Sécurité des Consommateurs, le ministre ayant la Consommation dans ses attributions ou son délégué peut" sont remplacés par les mots "Le ministre ou son délégué peut";

2° à l'alinéa 1^{er}, deuxième tiret, les mots "de soumettre à l'analyse d'un laboratoire agréé" sont remplacés par les mots "de soumettre à l'analyse ou au contrôle d'un laboratoire indépendant";

3° à l'alinéa 2, les mots "ou de ce contrôle" sont ajoutés après les mots "de ces analyses";

4° à l'alinéa 3, les mots "ou au contrôle" sont insérés entre les mots "à l'analyse" et le mot "prescrite" qui devient "prescrit".

Art. 7. A l'article 7 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er}, troisième tiret, est complété comme suit :

« Les mesures susmentionnées comprennent, notamment, dans tous les cas où cela est approprié, le marquage des produits ou du lot de produits d'une façon qui permette de les identifier, la réalisation des essais par sondage sur les produits commercialisés, l'examen des plaintes déposées et l'information des distributeurs sur ce suivi. »;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 8. Aux articles 7, alinéa 1^{er}, 21, alinéa 1^{er}, et 25, alinéa 2, de la même loi, les mots "ayant la consommation dans ses attributions" sont supprimés.

Art. 9. L'article 9 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Lorsqu'en application de la présente loi, une mesure est prise pour limiter, empêcher ou soumettre à des conditions particulières la commercialisation ou l'utilisation de produits, le ministre ou son délégué en informe d'urgence la Commission européenne. Cette obligation ne s'applique pas si les effets du risque ne dépassent ou ne peuvent dépasser le territoire de la Belgique. ».

Art. 10. A l'article 10 de la même loi, les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Art. 11. L'intitulé du chapitre III de la même loi est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre III. — Structures d'information et d'avis ».

Art. 12. Les articles 11 à 18 de la même loi sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 11. "Un Guichet central pour les produits de consommation", ci-après dénommé "Guichet central" est institué. Les tâches essentielles du Guichet central sont :

1° être le point de contact pour les consommateurs et les producteurs pour les produits et les services qui ne répondent pas à l'obligation générale de sécurité de l'article 2 et qui peuvent nuire à la sécurité et/ou à la santé des consommateurs;

2° être le point de contact belge pour les systèmes d'échange européens en ce qui concerne la sécurité des produits;

3° être le point de contact ou les producteurs et les distributeurs doivent notifier un accident grave résultant de l'utilisation du produit qu'ils ont fourni ou mis à disposition et où ils doivent déclarer que le produit ou le service qu'ils ont fourni ou mis à disposition ne répond plus à l'obligation générale de sécurité visée par la présente loi;

4° assurer le secrétariat de la Commission de la Sécurité des Consommateurs;

5° inventorier et centraliser tous types de données sur les risques que comportent des produits et des services;

Art. 5. In dezelfde wet wordt een artikel 5*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 5*bis*. Indien een product niet voldoet aan de algemene veiligheidsverplichting zoals bedoeld in deze wet, kunnen de kosten die werden gemaakt ter uitvoering van de bepalingen van artikelen 4 en 5 ten laste worden gelegd aan de betrokken producent onder de voorwaarden vastgesteld bij een koninklijk besluit waarover in de Ministerraad is beraadslaagd. ».

Art. 6. In artikel 6 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "Na advies van de Commissie voor de Veiligheid van de Consumenten kan de minister tot wiens bevoegdheid het verbruik behoort of zijn gemachtigde" vervangen door de woorden "De minister of zijn gemachtigde kan";

2° in het eerste lid, tweede streepje, worden de woorden "te onderwerpen aan de ontleding door een erkend laboratorium" vervangen door de woorden "te onderwerpen aan de ontleding of aan de controle door een onafhankelijk laboratorium";

3° in het tweede lid worden de woorden "of deze controle" ingevoegd tussen de woorden "voor deze ontleding" en de woorden "hebben gemaakt";

4° in het derde lid worden de woorden "of controle" ingevoegd tussen de woorden "voorgeschreven ontleding" en "wordt het geacht niet te beantwoorden".

Art. 7. In artikel 7 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid, derde streepje, wordt aangevuld als volgt :

« Tot de bovenvermelde maatregelen behoren in het bijzonder, in alle gevallen waar zulks passend is, de kenmerken van de producten of de partij van producten zodat deze kunnen worden geïdentificeerd, het uitvoeren van steekproeven op de in de handel gebrachte producten, het onderzoeken van klachten en het informeren van de distributeurs over deze veiligheidsbewaring. »;

2° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 8. In de artikelen 7, eerste lid, 21, eerste lid, en 25, tweede lid, van dezelfde wet vervallen de woorden "tot wiens bevoegdheid het verbruik behoort".

Art. 9. Artikel 9 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. Wanneer met toepassing van deze wet een maatregel genomen wordt die ertoe strekt om het in handel brengen of het gebruiken van producten te beperken, te beletten of aan bijzondere voorwaarden te onderwerpen, dan stelt de minister of zijn gemachtigde de Europese Commissie daarvan met spoed in kennis. Deze verplichting geldt niet indien de gevolgen van het risico zich niet uitstrekken of kunnen uitstrekken tot buiten het Belgisch grondgebied. ».

Art. 10. In artikel 10 van dezelfde wet worden het tweede en het derde lid opgeheven.

Art. 11. Het opschrift van hoofdstuk III van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Hoofdstuk III. — Informatie en adviesstructuren ».

Art. 12. De artikelen 11 tot 18 van dezelfde wet worden vervangen als volgt :

« Art. 11. Er wordt een "Centraal Meldpunt voor consumentenproducten", verder "Centraal Meldpunt" genoemd, ingesteld. De kernopdrachten van het Centraal Meldpunt zijn :

1° optreden als contactpunt voor consumenten en producenten voor producten en diensten die niet beantwoorden aan de algemene veiligheidsverplichting van artikel 2 en die de veiligheid en/of gezondheid van de consumenten kunnen schaden;

2° optreden als Belgisch contactpunt voor de Europese uitwisselingsystemen in verband met de veiligheid van producten;

3° optreden als het contactpunt waar producenten en distributeurs een ernstig ongeval ten gevolge van het gebruik van het door hen geleverd of ter beschikking gesteld product moeten melden en moeten aangeven indien een door hen geleverd of ter beschikking gesteld product of een door hen geleverde dienst niet meer voldoet aan de algemene veiligheidsverplichting, bedoeld in deze wet;

4° het secretariaat verzorgen van de Commissie voor de Veiligheid van de Consumenten;

5° allerhande gegevens over de gevaren die producten en diensten opleveren inventariseren en centraliseren;

6° coordonner des campagnes d'information fédérales sur la sécurité et la salubrité des produits et des services.

Le Roi peut charger le Guichet central de missions supplémentaires en ce qui concerne la sécurité et la santé des consommateurs.

Art. 12. Le Guichet central est dirigé par un coordinateur désigné par le Roi sur proposition du ministre.

Le Roi détermine l'organisation, le cadre organique et les moyens de fonctionnement du Guichet central.

Art. 13. Le Guichet central assume une mission de coordination. Le Guichet central transmet les questions spécifiques auxquelles il ne peut pas répondre immédiatement et les réclamations des consommateurs ou producteurs pour exécution à l'administration concernée qui l'informe de la suite réservée. Le Guichet central doit fournir aux administrations toutes les informations dont il dispose pour l'exécution de sa mission et qui concernent les compétences de l'administration concernée et peut demander aux administrations concernées tous les documents et autres données dont il a besoin pour l'exécution de sa mission.

Chaque année, le Guichet central établit pour l'exercice précédent un rapport d'activités. En annexe à ce rapport, figurent un sommaire de tous les cas signalés concernant des produits, un aperçu statistique de toutes les plaintes et communications relatives à la sécurité et à la salubrité des produits et la liste de tous les communiqués reçus via les systèmes européens d'alerte.

Art. 14. Une Commission de la Sécurité des Consommateurs, appelée ci-dessous "Commission", est instituée. Elle est compétente pour se prononcer sur toutes les questions relatives aux produits et services ne répondant pas aux exigences générales de sécurité visées à l'article 2 et qui peuvent nuire à la sécurité et/ou à la santé des consommateurs.

Les missions imparties à la Commission sont les suivantes :

1° émettre des avis lors de l'élaboration des arrêtés réglementaires pris en exécution de l'article 4, à l'exception des arrêtés qui transposent littéralement des mesures prises au niveau européen, ou qui découlent de celles-ci;

2° émettre des avis sur la politique à mener par le pouvoir fédéral en matière de sécurité et de santé des consommateurs eu égard à l'utilisation de produits;

3° émettre des avis sur tous les problèmes relatifs à la sécurité et à la santé des consommateurs eu égard à l'utilisation de produits;

4° organiser la concertation entre producteurs, distributeurs, consommateurs, pouvoirs publics et organismes spécialisés;

5° proposer au ministre, après avoir donné la possibilité aux producteurs, distributeurs ou organisations professionnelles d'être entendus, d'informer le public sur les risques que présentent certains produits ou services et sur des problèmes d'ordre général;

6° prendre part à des campagnes de sensibilisation concernant la sécurité et la santé des consommateurs.

Le Roi peut charger la Commission de missions supplémentaires en ce qui concerne la sécurité et la santé des consommateurs.

La Commission peut examiner d'office toute matière portant sur la sécurité et la santé des consommateurs.

Art. 15. La Commission est composée :

1° d'un président et d'un vice-président;

2° des membres :

a) six représentants des organisations professionnelles ou interprofessionnelles, dont un représentant au moins des classes moyennes;

b) six représentants des organisations de consommateurs;

c) six experts choisis en raison de leur compétence;

6° de federale informatiecampagnes in verband met de veiligheid en gezondheid van producten en diensten coördineren.

De Koning kan het Centraal Meldpunt belasten met bijkomende opdrachten inzake de veiligheid en de gezondheid van de consumenten.

Art. 12. Het Centraal Meldpunt staat onder de leiding van een coördinator die op voordracht van de minister door de Koning wordt aangewezen.

De Koning bepaalt de organisatie, het personeelskader en de werkingsmiddelen van het Centraal Meldpunt.

Art. 13. Het Centraal Meldpunt heeft een coördinerende opdracht. Het Centraal Meldpunt zendt de specifieke vragen waarop het geen onmiddellijk antwoord kan geven en de klachten van consumenten of producenten voor uitvoering door aan de betrokken administratie, die het Centraal Meldpunt inlicht van het gegeven gevolg. Het Centraal Meldpunt moet de administraties alle inlichtingen verstrekken waarover het ter uitvoering van zijn opdrachten beschikt en die betrekking hebben op de bevoegdheden van de betrokken administratie en kan de betrokken administraties alle documenten en andere gegevens vragen die het nodig heeft voor de uitvoering van zijn opdracht.

Elk jaar maakt het Centraal Meldpunt een activiteitenverslag over het vorige dienstjaar op. Als bijlage bij dit verslag worden een overzicht van alle gemelde ongevallen waarbij producten betrokken zijn, een statistisch overzicht van alle klachten en meldingen in verband met de veiligheid en gezondheid van producten en een overzicht van alle meldingen via de Europese waarschuwingssystemen gevoegd.

Art. 14. Er wordt een Commissie voor de Veiligheid van de Consumenten, verder "Commissie" genoemd, ingesteld. Ze is bevoegd om zich uit te spreken over alle problemen die verband houden met producten en diensten die niet beantwoorden aan de algemene veiligheidsverplichting van artikel 2 en die de veiligheid en/of gezondheid van de consumenten kunnen schaden.

De opdrachten van de Commissie zijn :

1° het verstrekken van adviezen bij het opstellen van reglementaire besluiten genomen ter uitvoering van artikel 4, met uitzondering van de besluiten die de letterlijke omzetting of het gevolg zijn van maatregelen die zijn genomen op Europees vlak;

2° het verstrekken van adviezen in verband met het te voeren beleid van de federale overheid inzake de veiligheid en gezondheid van consumenten ten gevolge van het gebruik van producten;

3° het verstrekken van adviezen in verband met alle problemen met betrekking tot de veiligheid en gezondheid van consumenten ten gevolge van het gebruik van producten;

4° het organiseren van het overleg tussen de producenten, distributeurs, consumenten, de overheid en gespecialiseerde instellingen;

5° het voorstellen aan de minister om na de betrokken producenten, distributeurs of beroepsorganisaties de mogelijkheid te hebben geboden te worden gehoord, het publiek in te lichten aangaande risico's in verband met specifieke producten of diensten en in verband met algemene problemen;

6° het deelnemen aan bewustmakingscampagnes inzake de veiligheid en de gezondheid van de consumenten.

De Koning kan de Commissie belasten met bijkomende opdrachten inzake de veiligheid en de gezondheid van de consumenten.

De Commissie kan ambtshalve elke aangelegenheid met betrekking tot de veiligheid en de gezondheid van consumenten in behandeling nemen.

Art. 15. De Commissie is samengesteld uit :

1° een voorzitter en één vice-voorzitter;

2° de leden :

a) zes vertegenwoordigers van de beroeps- of interprofessionele organisaties, onder wie ten minste één vertegenwoordiger van de middenstand;

b) zes vertegenwoordigers van de consumentenorganisaties;

c) zes op grond van hun bevoegdheid gekozen experts;

3° de représentants des pouvoirs publics compétents, avec voix consultative :

- a) le coordinateur du Guichet central;
- b) un représentant de l'administration compétente en la matière.

Le secrétariat de la Commission est assuré par le Guichet central.

Le président et le vice-président sont nommés par le ministre pour une période renouvelable de six ans et sont d'un rôle linguistique différent.

Les membres qui représentent les organisations professionnelles et interprofessionnelles et ceux qui représentent les organisations de consommateurs sont nommés par le ministre pour une période de six ans sur proposition des organisations concernées. Cette nomination est renouvelable.

Les experts sont nommés par le ministre pour une période de six ans sur proposition du président de la Commission. Cette nomination est renouvelable.

Les représentants des administrations sont désignés par les directeurs généraux respectifs qui en informent le président.

Les membres qui auraient des intérêts directs ou indirects dans un des points à l'ordre du jour ne peuvent pas participer à sa discussion.

Art. 16. Il est créé au sein de la Commission une cellule d'évaluation formée du président et/ou du vice-président, d'un représentant des organisations professionnelles ou interprofessionnelles, d'un représentant des organisations de consommateurs, membres de la Commission, et du coordinateur du Guichet central.

Cette cellule d'évaluation est chargée de préparer les réunions et de vérifier si les requêtes relèvent de la compétence de la Commission.

Art. 17. La Commission peut se faire communiquer tous les renseignements qu'elle juge utiles pour l'exécution de sa mission. Lorsque pour l'exercice de sa mission, la Commission doit prendre connaissance d'informations relevant du secret de fabrication, elle désigne, en son sein, un rapporteur habilité à lui faire uniquement part des éléments du dossier concernant le niveau de risque des produits et des services.

Les membres de la Commission et tous ceux qui apportent leur concours à ses travaux sont astreints au secret professionnel pour les faits, actes et renseignements dont ils peuvent avoir connaissance en raison de leurs fonctions à la Commission. Ce secret professionnel est régi par l'article 458 du Code pénal.

Art. 18. La Commission communique ses avis au ministre, au requérant ainsi qu'aux producteurs ou aux distributeurs concernés.

Chaque année, la Commission établit pour l'exercice précédent un rapport d'activités. Les avis de la Commission sont annexés à ce rapport. Ce rapport d'activités fait partie du rapport présenté par le Guichet central. ».

Art. 13. L'article 19, § 1^{er}, de la même loi est complété comme suit :
« Ils contrôlent plus spécialement la conformité des produits et des services aux dispositions de l'article 2. ».

Art. 14. A l'article 20 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er}, point 2, est remplacé par la disposition suivante :

« 2. Faire toutes les constatations utiles, entendre le producteur et le distributeur ainsi que chaque personne concernée dans la chaîne de commercialisation ou dans l'entretien et le contrôle de l'installation, se faire produire, sur première réquisition et sans déplacement, les documents, pièces ou livres nécessaires à leurs recherches et constatations et conserver une preuve de leur intervention par tout moyen utile, y compris copies et enregistrements. »;

2° le point 4 du § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« 4. Prélever et analyser des échantillons et contrôler ou faire contrôler les installations selon la méthode et aux conditions fixées par le Roi. »;

3° le § 1^{er} est complété par la disposition suivante :

« 5. Utiliser les constatations pertinentes et le résultat des analyses faites par d'autres institutions. »;

4° l'article est complété par le paragraphe suivant :

3° de vertegenwoordigers van de bevoegde overheden, met raadgevende stem :

- a) de coördinator van het Centraal Meldpunt;
- b) één vertegenwoordiger van de terzake bevoegde administratie.

Het secretariaat van de Commissie wordt verzekerd door het Centraal Meldpunt.

De voorzitter en vice-voorzitter worden door de minister benoemd voor een hernieuwbare periode van zes jaar en behoren tot een verschillende taalrol.

De leden-vertegenwoordigers van de beroeps- en interprofessionele organisaties en van de consumentenorganisaties worden door de minister benoemd voor een periode van zes jaar op voordracht van de desbetreffende organisaties. De benoeming is hernieuwbaar.

De experts worden door de minister benoemd voor een periode van zes jaar op voordracht van de voorzitter van de Commissie. De benoeming is hernieuwbaar.

De vertegenwoordigers van de administraties worden door de desbetreffende directeurs-generaal aangewezen, die de voorzitter daarvan op de hoogte brengen.

De leden die direct of indirect belangen hebben bij de behandeling van een van de agendapunten mogen niet deelnemen aan de bespreking ervan.

Art. 16. Binnen de Commissie wordt een evaluatiecel opgericht bestaande uit de voorzitter en/of de vice-voorzitter, één vertegenwoordiger van de beroeps- of interprofessionele organisaties en één vertegenwoordiger van de consumentenorganisaties, leden van de commissie en de coördinator van het Centraal Meldpunt.

Deze evaluatiecel heeft de opdracht de vergaderingen voor te bereiden en in het bijzonder na te gaan of de verzoeken tot de bevoegdheid van de Commissie behoren.

Art. 17. De Commissie kan zich alle inlichtingen laten meedelen die zij nodig acht voor het vervullen van haar taak. Indien de Commissie voor de uitvoering van haar opdrachten kennis moet nemen van inlichtingen die onder het fabrieksgeheim vallen, wijst zij onder haar leden een rapporteur aan die de Commissie enkel die gegevens uit het dossier mag meedelen die betrekking hebben op het risiconiveau van de producten en diensten.

De leden van de Commissie en al degenen die aan haar werkzaamheden deelnemen, zijn gebonden door het beroepsgeheim voor de feiten, daden en inlichtingen waarvan zij uit hoofde van hun opdrachten bij de Commissie kennis kunnen hebben. Op dat beroepsgeheim is artikel 458 van het Strafwetboek van toepassing.

Art. 18. De Commissie deelt haar adviezen mee aan de minister, aan de indiener van het verzoek en aan de betrokken producenten of distributeurs.

Elk jaar maakt de Commissie een activiteitenverslag over het vorige dienstjaar op. De adviezen van de Commissie worden bij dat verslag gevoegd. Dit verslag maakt deel uit van het verslag van het Centraal Meldpunt. ».

Art. 13. Artikel 19, § 1, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :
« Zij controleren in het bijzonder de overeenstemming van de producten en diensten met de bepalingen van artikel 2. ».

Art. 14. In artikel 20 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, punt 2, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2. Alle dienstige vaststellingen doen, de producent en de distributeur horen, met inbegrip van elke persoon die betrokken is bij de handelingsketen of het onderhoud van en het toezicht op de installatie, en zich op de eerste vordering ter plaatse de bescheiden, stukken of boeken die zij voor hun opsporingen en vaststellingen nodig hebben, doen voorleggen en een bewijs van hun tussenkomsten bewaren, door elk nuttig middel, inbegrepen kopieën en opnamen. »;

2° § 1, punt 4, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 4. Monsters nemen en analyseren en installaties controleren of laten controleren op de wijze en onder de voorwaarden bepaald door de Koning. »;

3° § 1 wordt aangevuld als volgt :

« 5. De relevante vaststellingen en analysesresultaten gebruiken die door andere instellingen vastgelegd worden. »;

4° het artikel wordt aangevuld met de volgende paragraaf :

« § 4. Les agents chargés de contrôler les autres législations peuvent utiliser les renseignements obtenus dans le cadre du contrôle de la présente loi et d'autres législations pour l'exercice de toutes missions portant sur le contrôle dont ils sont chargés. ».

Art. 15. L'article 22 de la même loi, dont la version actuelle constituera le § 1^{er}, est complété par un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Lorsqu'il est constaté qu'un acte constitue une infraction à la présente loi ou à un arrêté pris en exécution des articles 4 ou 5, les agents désignés par le ministre peuvent adresser au contrevenant un avertissement lui ordonnant d'y mettre fin.

Cet avertissement est notifié au contrevenant par lettre recommandée ou accusé de réception d'une copie de la mise en garde, dans les vingt-et-un jours qui suivent le constat.

Cet avertissement mentionne :

1° les faits imputés et la (les) disposition(s) légale(s) qui a (ont) été enfreinte(s);

2° le délai au cours duquel il doit être mis fin aux infractions;

3° que s'il n'est pas donné suite à cette mise en garde, les agents désignés par le ministre peuvent dresser un proces-verbal des infractions susmentionnées qui sera transmis au procureur du Roi, conformément à l'article 19. ».

Art. 16. L'article 23 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Sans préjudice de l'application des peines prévues par le Code pénal ou les lois spéciales, sont punis :

— d'une amende de 500 francs belges à 10 000 francs belges, ceux qui mettent sur le marché des produits dont ils savent ou dont ils auraient dû savoir, sur la base de normes européennes ou belges, qu'ils ne présentent pas les garanties visées à l'article 2 en ce qui concerne la sécurité et la protection de la santé; ceux qui enfreignent l'article 7; ceux qui entravent le contrôle régulier de l'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution;

— d'une amende de 5 000 francs belges à 20 000 francs belges, ceux qui ne respectent pas les dispositions d'un arrêté ou d'une décision pris en application des articles 4, 5, 5bis ou 6; ceux qui ne donnent pas suite aux avertissements visés à l'article 22.

§ 2. Toutes les dispositions du livre 1^{er} du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions visées au § 1^{er}. ».

Art. 17. Un article 26bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 26bis. § 1^{er}. Dans le champ d'application de la présente loi, le Roi peut, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des obligations découlant des traités internationaux et des actes internationaux découlant de ces traités. Ces mesures peuvent comprendre l'abrogation et la modification de dispositions légales.

§ 2. Les infractions aux arrêtés pris en exécution du § 1^{er} du présent article ainsi que des dispositions des règlements de l'Union européenne fixées par le Roi et relatives aux matières qui, en vertu de cette loi, relèvent de la compétence réglementaire du Roi font l'objet de recherches, de constats et de sanctions conformément aux dispositions de la présente loi. ».

Art. 18. La loi du 29 juin 1990 relative à la sécurité des jouets est abrogée à une date devant être fixée par le Roi.

Art. 19. § 1^{er}. L'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement et de la santé, est complété comme suit :

« 11° les produits visés à l'article 1^{er} de la loi du 9 février 1994 relative à la sécurité des consommateurs;

12° les machines, les parties de machines, le matériel, les outils, les appareils, les réceptifs et les équipements de protection visés à l'article 1^{er} de la loi du 11 juillet 1961 relative aux garanties que doivent présenter les machines, les parties de machines, le matériel, les outils, les appareils, les réceptifs et les équipements de protection en matière de sécurité et de salubrité. ».

« § 4. De ambtenaren, belast met het toezicht op andere wetgevingen, mogen de inlichtingen verkregen in het kader van de controle op deze en andere wetgevingen gebruiken voor de uitoefening van alle opdrachten betreffende het toezicht waarmee zij belast zijn. ».

Art. 15. Artikel 22 van dezelfde wet, waarvan de bestaande tekst § 1 zal vormen, wordt aangevuld met een § 2, luidende :

« § 2. Wanneer is vastgesteld dat een handeling een inbreuk vormt op deze wet of op een besluit, genomen ter uitvoering van de artikelen 4 of 5, kunnen de hiertoe door de minister aangestelde ambtenaren een waarschuwing richten tot de overtreder waarbij die tot stopzetting van deze handeling wordt aangemaand.

De waarschuwing wordt de overtreder ter kennis gebracht binnen een termijn van eenentwintig dagen volgend op de vaststelling van de feiten, bij een ter post aangetekende brief of door overhandiging met ontvangstbewijs van een afschrift van de waarschuwing.

De waarschuwing vermeldt :

1° de ten laste gelegde feiten en de geschonden wetsbepaling(en);

2° de termijn waarbinnen de inbreuken dienen te worden stopgezet;

3° dat, indien aan de waarschuwing geen gevolg wordt gegeven, de hiertoe door de minister aangestelde ambtenaren van de bovenvermelde inbreuken een proces-verbaal kunnen opstellen overeenkomstig artikel 19, dat ter kennis wordt gebracht van de procureur des Konings. ».

Art. 16. Artikel 23 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« § 1. Onverminderd de toepassing van de straffen waarin is voorzien in het Strafwetboek of in de bijzondere wetten, worden gestraft :

— met een geldboete van 500 Belgische frank tot 10 000 Belgische frank, zij die producten op de markt brengen waarvan zij op grond van Europese of Belgische normen weten of hadden moeten weten dat zij niet voldoen aan de in artikel 2 bedoelde waarborgen met betrekking tot de veiligheid en de bescherming van de gezondheid; zij die artikel 7 overtreden; zij die het, krachtens deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan, geregeld toezicht verhinderen;

— met een geldboete van 5 000 Belgische frank tot 20 000 Belgische frank, zij die de bepalingen niet respecteren van een besluit of een beslissing genomen met toepassing van de artikelen 4, 5, 5bis of 6; zij die de waarschuwingen bedoeld in artikel 22 niet opvolgen.

§ 2. Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn toepasselijk op de misdrijven bedoeld in § 1. ».

Art. 17. In dezelfde wet wordt een artikel 26bis ingevoegd, luidende :

« Art. 26bis. § 1. De Koning kan, bij een besluit, voorstgesteld na overleg in de Ministerraad, binnen het toepassingsgebied van deze wet, alle vereiste maatregelen treffen ter uitvoering van de verplichtingen die voortvloeien uit de internationale verdragen en de krachten die verdragen tot stand gekomen internationale akten. Deze maatregelen kunnen de opheffing en de wijziging van wetsbepalingen inhouden.

§ 2. De overtredingen van de ter uitvoering van § 1 van dit artikel genomen besluiten, evenals van de door de Koning aangeduide bepalingen van de verordeningen van de Europese Unie, die betrekking hebben op de aangelegenheden die krachtens deze wet tot de verordeningsbevoegdheid van de Koning behoren, worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de bepalingen van deze wet. ».

Art. 18. De wet van 29 juni 1990 betreffende de veiligheid van speelgoed wordt opgeheven op een door de Koning te bepalen datum.

Art. 19. § 1. Artikel 3, § 2, eerste lid, van de wet van 21 december 1998 betreffende de productnormen ter bevordering van de duurzame productie en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu en de volksgezondheid, wordt aangevuld als volgt :

« 11° producten zoals bedoeld in artikel 1 van de wet van 9 februari 1994 betreffende de veiligheid van de consumenten;

12° machines, onderdelen van machines, materieel, werktuigen, toestellen, recipiënten en beschermingsmiddelen zoals bedoeld in artikel 1 van de wet van 1 juli 1961 betreffende de waarborgen welke de machines, de onderdelen van machines, het materieel, de werktuigen, de toestellen, de recipiënten en de beschermingsmiddelen inzake veiligheid en gezondheid moeten bieden. ».

§ 2. L'article 3, § 2, second alinéa, de la loi précitée du 21 décembre 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Les dispositions de la présente loi qui visent la protection du milieu et la limitation de pollution sont d'application aux produits visés par le présent paragraphe, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux dispositions des lois précitées. ».

Art. 20. Les modifications suivantes sont apportées à la loi du 11 janvier 1999 portant règlement de l'exploitation des centres de bronzage :

1° l'article 4 est complété comme suit :

« sauf s'il s'agit d'un centre avec bancs solaires individuels, commandés automatiquement par ordinateur et offrant un service individualisé. Les conditions d'exploitation sont déterminées par le ministre, après avis de la Commission de la Sécurité des Consommateurs. » ;

2° à l'article 5, alinéa 2, le mot "deux" est remplacé par "quatre".

La loi du 11 janvier 1999 portant règlement de l'exploitation des centres de bronzage est abrogée à une date à fixer par le Roi.

Art. 21. L'article 1^{er}, 2°, *h*), de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et autres produits, inséré par la loi du 22 mars 1989, est abrogé.

Art. 22. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par le Roi et au plus tard le premier jour du sixième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 4 avril 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Protection de la Consommation,
Mme M. AELVOET

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Notes

Chambre des représentants :
Documents parlementaires :
Session ordinaire 2000-2001
Projet de loi, n° 867/1;
Amendement, no 867/2;
Amendements, n° 867/3;
Rapport, n° 867/4;
Texte adopté par la Commission, n° 867/5;
Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 867/6.

Annales de la Chambre des représentants : 7 et 8 mars 2001.

Senat :
Documents parlementaires :
Session ordinaire 2000-2001
Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 2681/1;
Projet non évoqué par le Sénat n° 2681/2.

§ 2 Artikel 3, § 2, tweede lid, van de bovenvermelde wet van 21 december 1998 wordt vervangen door volgende bepaling :

« De bepalingen van deze wet die de bescherming van het leefmilieu en de beperking van verontreiniging beogen zijn echter wel van toepassing op de in deze paragraaf bedoelde producten, in zoverre ze niet strijdig zijn met de bepalingen van de voormelde wetten. ».

Art. 20. In de wet van 11 januari 1999 tot regeling van de exploitatie van zonnecentra worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° artikel 4 wordt aangevuld als volgt :

« behalve indien het gaat om een centrum met automatische computergestuurde zonnebanken met geïndividualiseerde bediening, waarvan de exploitatievoorwaarden bepaald worden door de minister, na advies van de Commissie voor de Veiligheid van de Consumenten. »;

2° in artikel 5, tweede lid, wordt het woord "twee" vervangen door het woord "vier".

De wet van 11 januari 1999 tot regeling van de exploitatie van zonnecentra wordt opgeheven op een door de Koning te bepalen datum.

Art. 21. Artikel 1, 2°, *h*), van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, ingevoegd bij de wet van 22 maart 1989, wordt opgeheven.

Art. 22. Deze wet treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum, en uiterlijk op de eerste dag van de zesde maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat ze met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 4 april 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Consumentenzaken,
Mevr. M. AELVOET

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Nota's

Kamer van Volksvertegenwoordigers :
Parlementaire stukken :
Gewone zitting 2000-2001
Wetsontwerp, nr. 867/1;
Amendement, nr. 867/2;
Amendementen, nr. 867/3;
Verslag, nr. 867/4;
Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 867/5;
Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 867/6.
Handelingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers : 7 en 8 maart 2001.
Senaat :
Parlementaire stukken :
Gewone zitting 2000-2001
Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 2681/1;
Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat, nr. 2681/2.